



► RÈGLEMENT LIMITANT  
LA REASSURANCE  
AUPRÈS D'ASSUREURS  
NON AGRÉÉS 2



► ORIENTATION FUTURE  
DU CADRE RÉGLEMEN-  
TAIRE CANADIEN DE  
SUFFISANCE DES  
CAPITAUX 3



► LES ACTIVITÉS  
INTERNATIONALES  
DU BSIF 4

○ NUMÉRO 2 | ○ VOLUME 3 | ○ ÉTÉ 2009



DU BUREAU DU SURINTENDANT DES  
INSTITUTIONS FINANCIÈRES CANADA (BSIF)

# Pilier

## Mark White nommé surintendant auxiliaire, Secteur de la réglementation

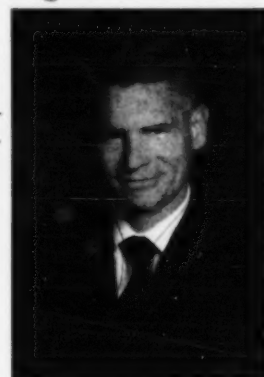
La surintendante des institutions financières, madame Julie Dickson, a annoncé la nomination de M. Mark White au poste de surintendant auxiliaire, Secteur de la réglementation, à partir du 27 juillet 2009.

Le Secteur de la réglementation du BSIF comprend la Division des mesures législatives et des approbations, la Division des fonds propres, des pratiques comptables et de la recherche, la Division de l'actuariat, la Division des régimes de retraite privés, la Division des services juridiques et le Groupe des consultations internationales.

« Je suis heureuse d'accueillir Mark au sein du Comité de direction du BSIF et je sais que son expérience du secteur sera d'une grande utilité au Bureau et à la poursuite de son mandat, a déclaré Mme Dickson. Mark remplace Bob Hanna qui prend sa retraite après plus de 30 ans de service au BSIF, ajoute Mme Dickson. Heureusement, Bob a accepté de rester avec nous à titre de conseiller. Nous le remercions de ses années de service et de bien vouloir continuer de contribuer. »

En plus de la surintendante et de M. White, l'équipe de direction du BSIF comprend M. Ted Price, surintendant auxiliaire, Secteur de la surveillance, et M. Gary Walker, surintendant auxiliaire, Secteur des services intégrés.

On trouvera la biographie de M. White sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)



**Mark White,**  
surintendant auxiliaire,  
Secteur de la réglementation

## La surintendante parle du risque systémique et de l'avenir de la réglementation

Le texte qui suit donne un bref résumé de l'allocution du 12 mai dernier prononcée à l'occasion de l'Asian Banker Summit 2009 qui a eu lieu à Beijing, en Chine.

Les observateurs s'entendent de plus en plus pour dire que l'un des moyens importants à prendre pour mieux se protéger contre l'instabilité financière est de renforcer l'orientation macroprudentielle de la réglementation et de la surveillance des institutions financières.

L'une des propositions avancées consiste à calibrer les outils de politique de manière à encourager le renforcement des coussins financiers en période de prospérité afin qu'ils puissent protéger les banques en période de difficultés. Cela les aiderait à absorber les chocs et limiterait peut-être aussi l'expansion de la prise de risques en période de prospérité.

On propose notamment de relier une partie des exigences de fonds propres des banques à certains indicateurs

macroéconomiques comme l'augmentation du crédit et les prix des actifs dans l'économie. Certains examinent maintenant la question de savoir si nous devons axer nos travaux sur les indicateurs propres à chaque banque, comme la prime de risque imposée par une banque particulière ou l'augmentation des bénéfices de chaque banque.

Cette façon de faire se heurte à des problèmes. Il est extrêmement difficile de faire le lien entre les fonds propres des banques et les indicateurs macroéconomiques, car personne ne peut prédire de façon fiable les cycles économiques. Le problème touche, d'une part, la période d'expansion (où les prévisionnistes économiques font souvent fausse route) et, d'autre part, la période de contraction (où les prévisionnistes économiques font souvent fausse route). Ce n'est pas que les prévisionnistes ne soient pas intelligents, mais plutôt que personne ne peut prédire le futur de manière exacte.

On trouvera la version intégrale du discours sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## Le BSIF et l'Office of Insurance Commission (Thaïlande) signent un protocole d'entente

Le BSIF et l'Office of Insurance Commission (Thaïlande) ont signé une entente officielle de coopération et de partage de l'information qui vise à favoriser le fonctionnement sûr et stable des sociétés d'assurances ayant des établissements transfrontaliers dans leur pays respectif.

Signée le 7 juillet dernier, l'entente s'applique dans le cas des succursales, des filiales ou de toute autre entité des sociétés d'assurances faisant l'objet d'une surveillance par une autorité, ce qui engendre la nécessité, pour l'autre autorité, d'assurer une surveillance consolidée ou à l'échelle du groupe.

Font partie du protocole d'entente des accords portant sur le partage de l'information, sur la protection de l'information et la collaboration en ce qui concerne les inspections sur place, et sur la lutte contre les crimes financiers.



La secrétaire générale de l'OIC  
Chantra Purnariksha et la  
surintendante du BSIF Julie Dickson

## Le Bureau de l'actuaire en chef publie l'étude de mortalité RPC

Les Canadiennes et les Canadiens vivant plus vieux, une étude réalisée par l'actuaire en chef du Canada démontre qu'ils seront plus nombreux à toucher des prestations du Régime de pensions du Canada (RPC), et sur de plus longues périodes.

Selon l'étude de mortalité RPC produite par le Bureau de l'actuaire en chef, en 2050, les hommes et les femmes vivront respectivement 3,3 et 2,3 ans de plus que ne le prévoyait l'édition précédente de cette même étude, réalisée en 2005. De plus, d'ici 2075, cette augmentation

de l'espérance de vie devrait s'accroître de quatre ans pour les deux sexes.

Cette étude fait également ressortir la corrélation entre le montant des prestations du RPC et la longévité – plus le montant des prestations est élevé, plus longue est l'espérance de vie. Ainsi, un prestataire du RPC âgé de 60 ans qui reçoit la prestation maximale vit en moyenne trois ans de plus que celui dont les prestations sont moindres. Dans le cas des femmes, l'écart est de deux ans.

### Coup d'œil sur l'étude de mortalité RPC

- Une espérance de vie moyenne de 23 ans est anticipée d'ici 2050 pour les gens âgés de 65 ans
- Des prestations de pension plus élevées sont corrélées à une espérance de vie plus longue

On trouvera le texte complet du document sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## Règlement limitant la réassurance auprès d'assureurs non agréés

Le BSIF reconnaît qu'avec l'entrée en vigueur des modifications de 2007 à la partie XIII de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (la partie XIII), le 1<sup>er</sup> janvier 2010, certaines sociétés d'assurances fédérales et sociétés de secours mutuels, y compris les sociétés étrangères qui garantissent au Canada des risques, (les cédantes) pourraient contrevenir par inadvertance à l'article 6 du *Règlement sur la réassurance (sociétés canadiennes)* et du *Règlement sur la réassurance (sociétés étrangères)*, qui stipule qu'une société ne peut se réassurer auprès de réassureurs non agréés contre plus de 25 pour cent des risques qu'elle garantit aux termes de ses polices (la limite de 25 pour cent). Afin de faciliter la transition à ce nouveau régime, le BSIF prendra les mesures qui suivent.

Nonobstant l'effet de la partie XIII, le BSIF exercera le pouvoir discrétionnaire lui permettant de tenir compte de ce qui suit dans l'administration de la limite de 25 pour cent.

Le BSIF considérera que toute prime payée ou à payer par la cédante à un réassureur « agréé » au plus tard le 31 décembre

2009 conservera sa nature de réassurance « agréée » aux seules fins du calcul de la limite de 25 pour cent au-delà de cette date.

De plus, lorsqu'elles calculeront le pourcentage annuel de réassurance « non agréée », tel que prévu après le 31 décembre 2009, les sociétés cédantes pourront continuer d'exclure les primes payées ou à payer au plus tard le 31 décembre 2009 jusqu'à-là exclues de ce calcul.

Cependant, toute société cédante qui bénéficie de ces mesures d'allègement discrétionnaires devra ensuite s'abstenir de céder d'autres risques sur une base « non agréée » au sens du *Règlement sur la réassurance (sociétés canadiennes)* et du *Règlement sur la réassurance (sociétés étrangères)* à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, jusqu'au jour où son ratio de réassurance « non agréée » (calculé sans égard à cette mesure d'allègement) respectera le plafond de 25 pour cent.

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## Principes clés de l'orientation future du cadre réglementaire canadien de suffisance des capitaux en assurances multirisques

Le Canada est reconnu à l'échelle internationale comme un des chefs de file au chapitre des tests de suffisance des capitaux fondés sur le risque qui s'appliquent aux sociétés d'assurances. On manifeste beaucoup d'intérêt au Canada et à l'étranger pour l'élaboration de nouvelles exigences en capital visant à élaborer de meilleures méthodes pour mesurer les risques et ainsi à faciliter l'amélioration des procédures de gestion du risque au sein des institutions.

Le BSIF et l'industrie canadienne des assurances multirisques collaborent au sein du Comité consultatif sur le Test du capital minimal (TCM) afin d'élaborer des techniques plus avancées de mesure du risque (modèles internes) qui seront intégrées au TCM ainsi qu'au Test de la suffisance de l'actif pour les succursales (TSAS). Ces techniques comprendront l'élaboration de critères de gestion du risque et de divulgation qui s'appliqueront dans le cadre des méthodes sensibles aux risques qu'utiliseront les sociétés qui sont déterminées à les mettre en œuvre et qui disposent des ressources pour le faire.

Le Comité prévoit d'élaborer et de recommander au BSIF et l'Autorité des marchés financiers (AMF) des changements qui seront apportés progressivement au cadre actuel de suffisance du capital. Sa tâche première consiste à définir une

méthode pour mesurer le risque d'assurance.

Tandis que le Comité poursuit ses travaux, le BSIF procédera aux consultations publiques habituelles et suivra sa procédure d'approbation avant d'apporter quelque modification que ce soit au cadre. Ces travaux comporteront un avantage accessoire important, soit le renforcement des assises conceptuelles et analytiques, ce qui permettra de s'assurer que l'approche actuelle fondée sur des facteurs et des formules demeure convenablement axée sur les risques pour la majorité des institutions qui n'appliqueront pas leurs propres modèles.

Le Comité consultatif sur le TCM a élaboré et proposé une série de principes clés de haut niveau qui orienteront l'élaboration du nouveau cadre de capital. Ces principes sont affichés sur le site Web du BSIF. Veuillez soumettre vos commentaires au plus tard le 31 août prochain.

Pour toute question, veuillez communiquer avec Bernard Dupont au 613-990-7797 ou à l'adresse [bernard.dupont@osfi-bsif.gc.ca](mailto:bernard.dupont@osfi-bsif.gc.ca), ou avec Judith Roberge au 613-990-4412 ou à l'adresse [judith.roberge@osfi-bsif.gc.ca](mailto:judith.roberge@osfi-bsif.gc.ca).

On trouvera la version intégrale du document sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## Paul Marchand nommé directeur principal, Groupe de soutien de la surveillance

Monsieur Paul Marchand est arrivé au BSIF le 29 mai 2009, en tant que directeur principal du Groupe de soutien de la surveillance, rattaché au Secteur de la surveillance, à Toronto.

À ce titre, il lui incombe de fournir des conseils d'expert sur le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel, y compris la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et la conformité. Le Groupe de soutien de la surveillance contribue ses connaissances techniques spécialisées au Secteur de la surveillance.

Monsieur Marchand est un expert du risque lié au marché et du risque opérationnel. Il possède une vaste expérience de la gestion du risque d'entreprise, y compris du risque lié au marché, risque de crédit, risque de trésorerie et de liquidité et du risque de financement.

Il occupait précédemment le poste d'agent principal de gestion des risques chez CIBC Mellon. Auparavant, il occupait le poste de vice-président, Politiques sur le risque opérationnel, chez BMO. Il a aussi fait partie des conseils d'administration de la Multinet International Bank qui est plus tard devenue CLS and International Clearing Systems, une filiale de Options Clearing Corp., située à Chicago.

Monsieur Marchand est titulaire d'un baccalauréat en commerce de McGill University.



**Paul Marchand,**  
directeur principal,  
Groupe de soutien de la  
surveillance

## InfoPensions – le nouveau bulletin électronique du BSIF qui succède au Point sur les pensions

La Division des régimes de retraite privés du BSIF a publié en mai le premier numéro d'*InfoPensions*, le bulletin électronique qui succède au *Point sur les pensions*. Vous y trouverez des annonces et des rappels portant sur des questions qui touchent les régimes de retraite privés fédéraux ainsi que la description de modalités d'application, par le BSIF, de certaines dispositions de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* (LNPP), des règlements et des directives qui s'y rattachent, de même que d'autres consignes émanant de ses services.

Pour recevoir ce bulletin par courriel, cliquez sur le lien liste d'envoi sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## Les activités internationales du BSIF

Le BSIF prend une part active aux discussions sur les politiques internationales et à l'élaboration de ces politiques du fait qu'il est membre du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et du Groupe d'action financière.

Le CBCB offre une tribune de coopération permanente en matière de surveillance des banques et cherche à promouvoir et à renforcer les pratiques de surveillance et de gestion du risque à l'échelle internationale. Ces efforts permettent également d'appuyer les initiatives et les recommandations du Conseil de stabilité financière (CSF) et des dirigeants du G20.

Le CBCB a établi quatre grands sous-comités qui appuient ses travaux, à savoir le Groupe de l'élaboration des politiques (GEP), le Groupe de travail sur la comptabilité (GTC), le Groupe de mise en œuvre des normes et le Groupe de liaison internationale.

Le BSIF a participé à plusieurs activités importantes du CBCB et de ses sous-comités en matière de liaison permanente afin de remédier aux lacunes fondamentales mises au jour par la crise des marchés financiers liées à la réglementation, à la surveillance et à la gestion du risque des banques à dimension internationale.

Plus particulièrement, le BSIF est membre du GEP, lequel a axé ses travaux sur plusieurs questions importantes, notamment :

- l'augmentation du nombre de risques visés par Bâle II (y compris les modifications éventuelles aux exigences de fonds propres au titre des expositions du portefeuille de négociation, des instruments de crédit complexes et illiquides, des titrisations complexes dans le portefeuille bancaire ainsi que des instruments hors bilan, des expositions au risque de contrepartie selon les trois piliers du dispositif de Bâle II, de l'examen du cadre du risque de marché, et de l'examen des notations externes);
- le renforcement progressif du niveau, de la qualité, de la cohérence et de la transparence des fonds propres réglementaires;
- les mesures visant à réduire les effets trop procycliques de Bâle II.

Le BSIF est également membre du GTC et de chacun de ses sous-groupes. Le GTC veille à ce que les normes et pratiques internationales de comptabilité et de vérification favorisent la saine gestion du risque au sein des institutions financières et la discipline du marché par le biais de la transparence, et renforcent la sûreté et la santé financière du système bancaire. À l'heure actuelle, le GTC s'attache à collaborer avec l'International Accounting Standards Board (IASB) en ce qui concerne les projets portant sur la juste valeur et le provisionnement (remplacement de l'IAS 39) ainsi que sur la consolidation et la décomptabilisation, qui découlent directement des recommandations du CSF et du G20.

### Quoi de neuf sur le Web ([www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca))

#### Décision ayant valeur de précédent : Promotion de l'assurance sur le site Web d'une banque

Le BSIF a conclu, aux fins du *Règlement sur le commerce de l'assurance (banques et sociétés de portefeuille bancaires)*, que le site Web d'une banque n'est pas une succursale de la banque.

#### Règlement sur l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité et rapports actuariels

Le *Règlement sur l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes à prestations déterminées (2009)* a été publié préalablement dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 4 avril 2009. Certains répondants attendent la version finale du Règlement pour choisir le régime de capitalisation auxquels ils souscriront. Toutefois, nombre de régimes étant tenus de produire un rapport actuariel au plus tard le 30 juin 2009, la surintendante des institutions financières a choisi d'accorder plus de temps aux administrateurs pour déposer ce rapport.

#### Normes IFRS - Observations sur les premiers rapports d'étape

La plupart des institutions financières fédérales ont transmis au BSIF leur premier rapport d'étape sur les normes IFRS. Les principales constatations sont affichées sur le site Web du BSIF. On y trouve aussi des précisions supplémentaires sur l'élaboration des prochains rapports.

On trouvera la version intégrale des documents sur le site Web du BSIF, au [www.osfi-bsif.gc.ca](http://www.osfi-bsif.gc.ca)

## AVIS AUX ABONNÉS



Pour être informé de la parution de documents susceptibles de vous intéresser, il suffit de vous inscrire sur notre liste d'envoi la prochaine fois que vous consulterez notre site Web.

Cochez les domaines qui vous intéressent et, lorsqu'un document correspondant sera affiché, nous vous enverrons un avis par courriel assorti du lien pertinent.

## Le Pilier

Le *Pilier* est une publication de la Division des communications et des affaires publiques du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

Vous pouvez vous abonner gratuitement ou nous faire part de vos observations par courriel à l'adresse suivante : [lepilier@osfi-bsif.gc.ca](mailto:lepilier@osfi-bsif.gc.ca)



BSIF  
OSFI

255, rue Albert  
Ottawa (Ontario) K1A 0H2